DES LÉGISLATIVES

rentier précaire

5 - le souvenir toujours vivace des traumatismes individuels et collectifs liés aux évènements des années 1990 qui continuent de fonctionner comme repoussoir : la façon dont l'expérience de démocratisation de la vie politique intervenue après les évènements d'Octobre 1988 a été menée et les impasses auxquelles elle a abouti, avec leurs lots de violence exacerbée des années 1990, ont conduit les citoyens à plus de circonspection à l'égard des graves dérives que comporte tout processus politique dont les conditions de mise en œuvre apparaissent comme porteuses de risques non maîtrisés, notamment en termes de violence. En effet, pour l'ensemble de la société, le douloureux vécu des années 1990 continue de nourrir les imaginaires individuels et collectifs en souvenirs traumatisants dont nul ne souhaite qu'ils puissent, aujourd'hui, d'une manière ou d'une autre, se renouveler. D'autant plus que, le terrorisme islamiste étant toujours actif, même s'il a perdu en intensité, le sentiment diffus demeure que le pays n'est pas totalement à l'abri d'un regain de ses activités et même d'un nouvel embrasement que la majorité de la société encore fortement traumatisée – y compris dans ses composantes jeunes — rejette ;

6 - l'influence négative du nouveau contexte régional dont le caractère chaotique des transitions qui s'y déroulent finit par fonctionner comme contre-exemple : en effet, les évolutions politiques en cours dans d'autres pays arabes affectés par «le printemps arabe» – particulièrement Tunisie, Égypte et, surtout, Libye et Syrie – régulièrement suivies, notamment grâce aux chaînes de télévision satellitaire arabes dont l'influence dans le pays va croissant, et évaluées, apparaissent, de plus en plus, aux yeux de l'opinion publique comme plutôt décevantes. Les majorités politiques qui se dégagent — ou semblent en mesure de se dégager – dans ces pays étant largement dominées par la mouvance islamiste, celle-ci a perdu en légitimité et crédibilité puisqu'elle n'a pas été – ou ne semble pas — en mesure d'y résoudre les problèmes rencontrés, notamment d'ordre économique, à commencer par celui de l'emploi, de manière satisfaisante ; et du moins pas aussi bien qu'elle n'avait cessé de le proclamer. Enfin, il est un facteur dont l'effet sur le comportement des électeurs algériens n'a pas été négligeable : celui correspondant à la «thèse du complot» à propos du «printemps arabe» très répandue dans l'opinion publique, mais aussi largement utilisée par le pouvoir en place.

Dans une réaction de type nationaliste, tendant à démontrer une spécificité algérienne longtemps réclamée et assumée comme telle, les électeurs ont pu vouloir, en quelque sorte, prouver leur «anticonformisme» en se démarquant de la mouvance islamiste perçue et/ou présentée comme manipulée, et ce, de manière tout à fait «paradoxale» par un «Occident» dont les stratégies en direction des mondes arabe et musulman sont souvent analysées comme contraires aux intérêts de leurs peuples. Aujourd'hui, avec la nouvelle majorité parlementaire qui s'annonce – probable alliance FLN/RND, ouverte ou non à une tierce force — la donne politique nationale formelle qui est apparue ne connaît aucune évolution significative majeure. Elle consacre un ordre rentier précaire, dont le président Abdelaziz Bouteflika, ainsi que l'illustrent son discours du 8 mai 2012 à Sétif et son probable plébiscite dans les urnes, se pose comme le gardien. Elle est nettement dominée par l'émergence d'un grand pôle conservateur, autour du noyau FLN/RND, fondamentalement garant d'un ordre doublement rentier et, en fait, engagé dans une course contre le temps, perdue d'avance. En raison de l'inexorable processus d'épuisement, déjà largement entamé, de ses deux sources constitutives : la rente politique fondée sur l'instrumentalisation du patrimoine symbolique datant de la guerre de Libération nationale, et à laquelle les nouvelles générations sont déjà et seront de moins en moins sensibles ; la rente économique, liée à la commercialisation des hydrocarbures – ressource fossile non renouvelable – sur le marché mondial et dont les réserves nationales, plutôt limitées – ne sont certainement pas inépuisables.

De ce point de vue, on ne soulignera jamais assez le rôle joué par cinq importants ensembles d'acteurs institutionnels dont les logiques, pratiques et discours dominants auront fini par converger, créant ainsi les conditions d'une hégémonie culturelle de nature islamique au sein de la société : le système éducatif, le réseau des mosquées, les institutions religieuses traditionnelles, notamment les zaouïas, les médias nationaux publics et les chaînes de télévision satellitaire arabes.

Pour aller à l'essentiel, le défi le plus important, auquel est aujourd'hui clairement confrontée la société algérienne, est celui de sortir le plus rapidement possible du scénario actuel de «croissance économique-fiction» exhibant, comme autant de preuves de son existence et de son efficacité supposées, d'une part, la croissance annuelle du PIB, basée sur une exploitation de nos ressources naturelles ; alors que cette croissance n'a aucun sens en elle-même et ne peut en avoir que si, en même temps, elle contribue directement à générer de nouvelles sources durables de création de richesses ; ce qui actuellement n'est pas le cas. Et de l'autre, une accumulation de réserves de change – actuellement de l'ordre de 205 milliards de dollars – strictement liée à la valorisation des hydrocarbures et dont le statut, en termes d'affectation productive sociale optimale, doit absolument être interrogé, en fonction de la seule grille de lecture possible : celle des réels problèmes de toutes natures que vit la société algérienne et dont la solution imposerait précisément la mobilisation productive des ressources immobilisées qui, en l'état actuel, ne font qu'aggraver le syndrome rentier en cours. En fait, la société algérienne doit aujourd'hui impérativement faire la preuve de ses capacités à créer de nouvelles richesses par la production de biens – hors hydrocarbures – de services et de connaissances, et ce, en fonction de nouveaux impératifs liés à sa participation active aux échanges mondiaux, eux-mêmes actuellement caractérisés par l'importance croissante de l'économie de la connaissance. A cet égard, pour ce qui concerne la production de connaissances qui pose directement la question des capacités nationales générées par le fonctionnement des systèmes d'éducation et de formation et de la recherche scientifique et d'innovation, il convient d'être conscient de leur nécessaire articulation structurelle avec l'économie, les trois ne pouvant fonctionner qu'en étroite symbiose. Dès lors, il est vain de croire qu'un pays sans un secteur productif – hors hydrocarbures – de qualité puisse avoir des systèmes d'éducation et de formation ainsi que de recherche et d'innovation qui le seraient. L'enjeu productif est d'autant plus important que, de toute évidence, il n'y a aucune autre solution possible aux graves problèmes d'emploi que connaît le pays – notamment chez les jeunes, victimes de taux de chômage et de sous-emploi exceptionnellement élevés entretenant directement leur fort sentiment d'exclusion – que l'urgente définition et application de nouvelles politiques économiques et sociales visant la mise en place d'une réelle base productive nationale. Et, ipso facto, refondant les conditions de la répartition de la richesse ainsi créée en fonction de critères d'efficience centrés sur le travail, la créativité et le mérite. Dans le contexte actuel du pays, où elles sont plus pertinentes que jamais, les premières lignes du dernier chapitre de la *Théorie Générale* de l'économiste John Maynard Keynes méritent d'être relues et méditées : «Les deux vices marquants du monde économique où nous vivons sont, le premier, que le plein emploi n'y est pas assuré, le second, que la répartition de la fortune et du revenu y est arbitraire et manque d'équité.»

Comme le révèlent, à la fois, le niveau limité de la contribution en 2010 au PIB de l'industrie (5%) et de l'agriculture (8%), et la généralisation du recours massif aux importations, y compris de produits sans aucune complexité technologique, illustrant le processus paradoxal de désindustrialisation qui affecte le pays, tous les secteurs économiques, potentiellement créateurs d'emplois, sont en crise profonde.

Les élections législatives qui viennent de se dérouler continuent de maintenir la société algérienne – comme depuis longtemps – dans une situation nettement caractérisée par la domination des apparences et des enjeux formels au détriment de la prise en charge des véritables problèmes auxquels elle doit faire face. Sa jeunesse surtout, dont les différentes modalités de réponses à ses immenses besoins doivent devenir la référence majeure des politiques à conduire dans tous les domaines. Et ces dernières élections ne peuvent avoir de sens – comme phase nécessaire mais non suffisante — que si elles permettent l'émergence des conditions de définition et de mise en œuvre de ces nouvelles politiques dont l'urgence s'impose. Or, de ce point de vue, comme déjà souligné, la base électorale – et donc aussi nécessairement sociale – étroite du pouvoir politique qui se dessine n'incite guère à penser que cette très forte contrainte pourra, du jour au lendemain, être levée par les simples processus politiques formels inhérents aux lendemains de telles échéances électorales, tels qu'un simple changement de gouvernement. Car il ne faut pas s'y tromper, si l'on en juge par l'importance, à la fois, des défis de toute nature qui sont ceux de la société algérienne, en général, et surtout des sentiments d'exclusion qui existent chez une très grande partie de la jeunesse, en particulier, la «victoire» du pouvoir politique en place intervenue aux élections législatives est clairement en trompe-l'œil. Réinscrite dans le contexte général des évolutions profondes de la société et de l'ensemble des données caractérisant le processus électoral, elle ne modifie en rien des processus sociaux structurellement complexes toujours à l'œuvre et pouvant, demain, à tout moment, générer des formes de violence d'une intensité bien supérieure à celle qu'aujourd'hui nous connaissons dans des émeutes locales aussi largement répandues que facilement contenues.

En fait, d'une manière ou d'une autre, directement ou indirectement, tous les acteurs sociaux vont développer des stratégies afin de maximiser leurs avantages dans la compétition généralisée qui se déroule autour de l'accès aux ressources concernées.

En dernière analyse, la société algérienne - par le biais de ses élites, dans toute la diversité de leur composition, militaire comprise car partie prenante majeure du pouvoir politique réel et rarement interpelée sur les fondements de la légitimité de ce statut - doit s'organiser pour négocier de manière ouverte et démocratique les conditions d'un «nouveau pacte social», comme condition de la formulation – plus complexe et plus longue à faire mûrir – d'un véritable «projet de modernité» dont la pertinence historique ne saurait se démentir. Un tel «pacte» doit accompagner le changement de cap qui, de plus en plus, s'impose en raison des très nombreux risques systémiques pesant sur l'avenir du pays et en menaçant directement la stabilité. Qu'ils soient internes (croissance démographique encore significative, sous-emploi et chômage importants, limites des réserves en hydrocarbures, capacités limitées du marché national, contraintes liées à l'aménagement du territoire, conséquences directes dans le pays des crises climatique et écologique mondiales…) ou externes (crises climatique et écologique mondiales, turbulences probables liées aux évolutions de l'économie mondiale entrée dans une phase relativement longue de reconfiguration des rapports entre ses principaux acteurs avec d'inévitables ondes de choc et répliques vers «le reste du monde», instabilité prévisible de l'environnement régional notamment dans toute la zone saharo-sahélienne…).

Ce «pacte» visera à assurer en priorité une transition économique effective vers les exigeantes réalités d'une nouvelle sphère nationale de la production de biens - hors hydrocarbures - de services et, surtout, de connaissances fonctionnant au diapason des rythmes du monde dans lequel nous vivons. Ce «pacte» suppose, d'une part, une large alliance entre toutes les forces sociales et politiques attachées à l'émergence d'une économie nationale basée sur une nouvelle logique productive, orientée vers la satisfaction des besoins des jeunes générations et marginalisant progressivement l'impact de la rente. Et, de l'autre, le fonctionnement efficient d'un Etat fort de plus en plus stratège et de moins en moins directement entrepreneur, à l'exception d'activités stratégiques strictement définies comme telles. Lui seul est en mesure d'assurer une sortie «par le haut» consensuelle et non-violente des trop faciles illusions rentières qui, insidieusement, chaque jour un peu plus, aggravent la crise complexe - y compris morale, comme le prouve l'extension du phénomène de la corruption - que vit le pays et compromettent ses perspectives d'avenir.

En même temps que sa dimension économique, ce «pacte» comportera également une dimension politique visant à assurer, par delà tout fonctionnement institutionnel formel du système démocratique, souvent vidé de son contenu dans les pratiques quotidiennes effectives qui le caractérisent, la mise en place de l'ensemble des pouvoirs et contre-pouvoirs dont l'architecture des équilibres respectant le principe de «accountability/redevabilité» - soit la nécessité pour chaque acteur social de rendre des comptes à la société - est la seule garante du fonctionnement d'une démocratie réelle et d'une économie efficiente. De manière plus générale et pour conclure en abordant une dimension ontologique, incontournable dans la crise que nous vivons, je dirai, en paraphrasant une formule célèbre, que, tout comme on ne naît pas rentier et qu'on le devient, il est tout aussi possible d'évoluer en sens inverse et donc, un jour, de ne plus l'être ; il suffit de le vouloir.

Car il convient de ne jamais oublier une saine règle d'éthique – individuelle et collective – que l'écrivain français André Gide avait ainsi formulée : «Il est bon de suivre sa pente, pourvu que ce soit en montant.» En effet, sinon, toute pente – à commencer par celle, doucereuse, de la rente – ne peut être que fatale.